

encore un point sur lequel les adversaires du « galimatias » et les partisans du « rapport de forces » feraient bien de méditer quelque peu. Une des caractéristiques principales de notre époque, ce sont ses tournants brusques (voir à ce sujet tout le « galimatias » contenu dans l'« I. C. après Lénine »). Or, ces tournants brusques indiquent précisément que le « rapport des forces » est non seulement extrêmement difficile à mesurer, mais aussi très variable, souvent dans l'espace de quelques jours, et par suite, cela devrait nous inciter tous à procéder préalablement à quelques bonnes études de théorie afin d'être plus aptes à nous livrer aux exercices très compliqués et à la voltige que requiert très souvent la tactique dans notre époque actuelle. Notre parti doit consacrer une grande partie de ses efforts pour « expliquer patiemment » la situation aux masses et il ne pourra bien le faire qu'en s'accrochant de toutes ses forces à son programme ; la tactique doit en découler et non se déterminer en fonction d'un « rapport de forces » déduit des impressions d'un jour ou sucé de son ponce.

* * *

La position exprimée par le camarade Demazière au sujet du référendum peut, presque textuellement, se résumer comme suit : je me fiche de ce qu'il y a dans la Constitution ; je me fiche de ce que le tripartisme subsiste au gouvernement ; je constate qu'il est rompu au Parlement et nous devons agir dans le sens de la cassure ; nous devons, dans cette bataille où la bourgeoisie engage le combat, nous mettre aux côtés des partis ouvriers ; c'est la première fois depuis longtemps que nous avons vraiment l'occasion de faire un front unique avec ceux-ci ; la défaite des partis ouvriers au référendum serait une défaite ouvrière ; il y a un désarroi dans la classe ouvrière, comme avant 1933 quand Hitler arriva au pouvoir ; si la Constituante n'est pas votée, le désarroi deviendra plus grand.

Nous voulons tout d'abord faire observer que ni le contenu de la Constitution — du point de vue théorique — ni ce qui se passe au gouvernement — du point de vue tactique — ne peut nous être indifférent.

Le contenu d'une Constitution qui consacre la propriété capitaliste, la défense nationale en régime capitaliste et la domination coloniale, entre autres, ne peut être négligé sous prétexte du « rapport de forces ». Notre propagande aurait dû, dès le début, expliquer notre opposition à une telle Constitution, et lui opposer une Constitution sur la base des Conseils ; une telle propagande pourrait être du plus grand profit pour expliquer le programme transitoire. Sur une telle base de principes, il est impossible de justifier le vote pour la Constitution, même si le M. R. P. bloque avec le P. R. L. et les radicaux contre celle-ci. Je voudrais ici donner un exemple de position de principe prise par Trotsky dans des circonstances au moins aussi sérieuses que le référendum du 5 mai. Au moment de la guerre d'Espagne, le 18 septembre 1937, Schachtman, alors membre de la IV^e Internationale, lui écrivit :

« Vous dites : « si nous avions un représentant aux Cortès, il voterait contre le budget militaire de Negrin !... Si, comme nous le prétendons, l'élément d'une guerre impérialiste ne domine pas à présent dans la lutte en Espagne, et si d'autre part l'élément décisif est encore la lutte entre la démocratie bourgeoise déclinante... et le fascisme... et si nous sommes obligés de donner une assistance militaire dans la lutte contre le fascisme, nous ne voyons pas comment il serait possible de voter aux Cortès contre le budget militaire... Si un B. L. sur le front d'Huesca se voyait demander par un camarade socialiste pourquoi son représentant aux Cortès a voté contre la proposition de Negrin de consacrer un million de pesetas à l'achat de fusils pour le front, que répondrait ce B. L. ? »

Le B. L. Trotsky, deux jours plus tard, répondait à Schachtman :

« Voter le budget militaire du gouvernement Negrin signifierait lui voter la confiance politique... Le faire serait un crime. Comment nous expliquerons notre vote ?... Très simplement : nous n'avons pas la moindre confiance dans la capacité de ce gouvernement à conduire la guerre et à assurer la victoire. Nous accusons ce gouvernement de protéger les riches et d'affamer les pauvres. Ce gouvernement doit être renversé. Aussi longtemps que nous ne serons pas assez forts pour le remplacer nous combattons sous ses ordres. Mais à chaque occasion nous exprimons ouvertement notre défiance en lui : c'est la seule et unique possibilité de mobiliser les masses politiquement contre ce gouverne-

ment et de préparer son renversement. Toute autre politique serait une trahison de la révolution. »

Si, au cours de la guerre civile en Espagne, le vote de crédits militaires au gouvernement Negrin en lutte armée contre Franco avait la signification d'un vote de confiance politique que Trotsky qualifiait de trahison, un vote pour une Constitution bourgeoise, quand il n'y a qu'une division parlementaire entre partis qui continuent de s'entendre au gouvernement, aurait une signification politique telle que le mot de trahison s'appliquerait avec encore plus de force : nous abandonnerions tous les principes sur lesquels repose notre organisation nationale et internationale, nous couvririons notre organisation d'un discrédit absolument inouï.

Pense-t-on que nos camarades anglais, par exemple, pourraient faire fi du contenu d'un projet quelconque du gouvernement travailliste, pour la simple raison qu'il dresserait contre lui les conservateurs et les libéraux ? Cette façon simpliste de faire de la politique, aux dépens de nos conceptions de base, est très apparentée aux méthodes en honneur dans la social-démocratie, notamment dans la social-démocratie de gauche chaque fois qu'il s'agit de justifier une capitulation : ce n'est pas le contenu qui importe, mais le fait que la réaction est opposée. Cette méthode, pour autant qu'on peut la qualifier de méthode, n'a rien de commun avec le marxisme ; elle est la porte ouverte à la trahison pure et simple.

Il ne faut pas, nous dit-on, se couper des masses. Mais quelles masses ? Nous sommes la section française de la IV^e Internationale ; nous ne pouvons pas, sous le prétexte que nous nous copions des masses de France (ce que nous contestons d'ailleurs), aller à l'encontre de celles d'autres pays. En votant *oui* pour la Constitution consacrant « l'union française », nous nous dressons aux côtés des bourreaux contre les masses opprimées d'Indochine et d'Afrique du Nord en lutte — jusqu'à la révolte armée — contre l'union française. Au moment où notre presse relève les oppositions entre partis stalinien de différents pays tombés dans le social-patriotisme (Italie-Yougoslavie ; France-Allemagne), comment pouvons-nous prendre, sous le prétexte d'une tactique et d'un « rapport de forces », une position qui soit à l'opposé de ce que défendent les bolchéviks-léninistes des colonies opprimées par l'impérialisme français ? On rougit de honte à voir où nous mène le jeu avec des questions de principe.

* * *

Nous pourrions nous arrêter là, mais ce serait vraiment dommage de ne pas relever toute l'argumentation du camarade Demazière, qui n'a pas plus de consistance dans son argumentation de tactique qu'elle n'a de base théorique.

Au lieu de se fier de ce qui se passe au gouvernement et de voir l'essentiel dans la rupture du tripartisme au Parlement, il serait plus indiqué de se demander ce que signifie cette différence de relations entre partis au gouvernement et à l'assemblée. Il est évident que le M. R. P. n'a pas l'intention de quitter le gouvernement et que ni Gouin, ni les chefs socialistes, ni les chefs staliniens ne sont désireux de les en chasser ; sinon la crise gouvernementale serait déjà ouverte. Dans toute la polémique de presse, les journaux des uns et des autres jettent un voile sur cette question gouvernementale. Nos droitiers également au cours des discussions. En fait, on a tout lieu de penser que des difficultés graves assaillent le gouvernement ; notamment des problèmes financiers et probablement quelques conditions politiques liées à l'octroi de dollars (1) d'une part et la pression de l'U. R. S. S. d'autre part. Mais ces messieurs ne veulent pas, ne peuvent pas poser ouvertement ces questions. Ils ne peuvent pas aisément vivre ensemble, mais ils peuvent encore plus difficilement se séparer ; en effet, leurs bases de classes antagonistes rendent leur cohabitation au gouvernement pleine d'âlés ; mais une rupture et une lutte ouverte pourraient entraîner des conséquences dangereuses pour le maintien de leur ordre social. C'est pourquoi ils s'efforcent les uns et les autres de régler leurs désaccords par la bande, en menant leurs conflits sur des terrains limités, n'offrant aucun passage commode à la lutte des classes. N'y avait-il pas, dans ces circonstances, de meilleur terrain qu'un conflit sur les dispositions d'un texte constitutionnel ?

On peut dire que ces fripons sont d'accord pour être en désaccord. En même temps, cette bataille du référendum leur sert de

(1) Voir une allusion dans l'intervention de Gouin pour le vote de la Constitution.